

# MÉTHODOLOGIES

## *Identités et histoire sociale*

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 4, 1997

Ronald HUBSCHER

" L'histoire sociale à présent est partout et nulle part"<sup>1</sup>.

"Partout, puisque la perspective microsociale permet de tout traiter comme de l'histoire sociale, nulle part puisque la spécificité de l'objet, des sources et de la méthode disparaît, toutes les tactiques de recherche étant licites du qualitatif au quantitatif, de l'exceptionnel-normal au massif-structural, de l'histoire orale à l'histoire anonyme, du quotidien au fait divers, du public au privé, du masculin au féminin, etc."

Cette remarque de Christophe Charle<sup>2</sup> traduit à la fois la richesse, la diversité et l'absence de spécificité<sup>3</sup> d'une histoire sociale éclatée<sup>4</sup>. Une histoire aux repères incertains si l'on se réfère à la multiplicité de ses champs d'investigation et aux définitions contradictoires dont elle est l'objet<sup>5</sup>. Ce foisonnement, cette "histoire en miettes" interdit à l'heure actuelle toute synthèse des recherches entreprises et ne permet pas d'aboutir à une interprétation globale de l'évolution de la société française. Pour autant, certaines approches récentes se révèlent particulièrement

---

1. Commentaire de Frédéric Barbier et Gérard Noiriel rapporté par Christophe Charle, "Essai de bilan", in *Histoire sociale. Histoire globale ? Actes du colloque des 27-28 janvier 1989*, Paris, 1993, Éditions de la M.S.H., p. 207.

2. Ch. Charle, *Ibidem*.

3. Deux points de vue opposés aboutissent à cette même conclusion. Ainsi, ce propos d'Ernest Labrousse rappelé par Pierre Vilar : "Connaissez-vous une histoire qui ne soit pas sociale ?", in *Histoire sociale, Histoire globale ?*, p. 68. On sait que d'autre que pour François Furet, l'histoire sociale n'existe pas.

4. F. Dosse, *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, 1987.

5. Sur les différentes approches, voir notamment : *L'histoire sociale. Sources et méthodes. Colloque de l'École normale supérieure de Saint-Cloud (15-16 mai 1965)*, Paris, 1967 ; D. Roche, R. Chartier, "Histoire sociale", in *Nouvelle Histoire*, Paris, 1978 ; INSEE, *Pour une histoire de la statistique*, t. 1, *Contributions*, Paris, 1987 ; G. Noiriel, "Pour une approche subjective du social", in *Annales E.S.C.*, n° 6 oct.-déc. 1989 ; Jacques Dupâquier, "Pour une nouvelle histoire sociale", introduction à l'ouvrage de J. Dupâquier et D. Kessler (dir.), *La société française au 19e siècle. Tradition, transition, transformations*, Paris, 1992, p. 7-21, et bien évidemment, *Histoire sociale, Histoire globale ?*, *op. cit.*

heuristiques dans la mesure où elles ordonnent la variété des faits sociaux selon un même principe logique. Ainsi en est-il d'une analyse des groupes sociaux, appréhendés non plus en termes de structure mais de dynamiques relationnelles, de réseaux – économiques, culturels, politiques – qui dévoilent certains mécanismes de fonctionnement de la société ; elle contribue ainsi à structurer une recherche parcellisée. Le concept d'identité pourrait offrir, toutes choses égales par ailleurs, des perspectives analogues et rendre plus intelligibles la formation et l'évolution des catégories socio-professionnelles qui, hors des effets de mode, demeurent une composante essentielle de l'histoire sociale. De fait, l'avancée que constitue une lecture des groupes sociaux en termes de système relationnel et de réseaux, qui privilégient la participation des individus à diverses configurations, ne doit pas oblitérer la réalité d'une identité structurée par le groupe d'appartenance. Le travail de construction identitaire résulte de deux effets croisés ; d'une part l'acceptation et la perception de valeurs, d'intérêts et de pratiques partagées au sein desquels l'activité professionnelle est un déterminant majeur ; d'autre part le regard extérieur qui confère au groupe son existence sociale et nourrit les représentations collectives. Cette double composante définit un axe de recherche fondé sur le phénomène identitaire qui ouvre à la fois un champ d'étude aux objets variés, interprétés selon une même logique, et permet un renouveau des problématiques dans différents secteurs de la discipline.

C'est le cas de l'histoire rurale, autrefois fleuron de la discipline, illustrée par les grands ancêtres et actuellement victime d'une certaine désaffection. La discipline est-elle en crise ? Le débat n'est pas nouveau puisqu'en 1986 l'Association des ruralistes français regroupant les chercheurs des différentes sciences sociales spécialisés en ce domaine avait organisé un colloque sur ce thème<sup>1</sup>, colloque dont les conclusions infirmaient cette vision pessimiste. La création en 1993 de l'Association d'histoire des sociétés rurales<sup>2</sup> contredirait pareillement l'idée d'un moindre intérêt pour ce champ de recherche. Pour autant, l'élan des années 1970-1980 est brisé. A cela, plusieurs raisons : l'effet de mode, de balancier qui déplacent les curiosités intellectuelles vers d'autres champs de la discipline – histoire politique, histoire culturelle, histoire événementielle...–, enrichis par de nouvelles approches ; la rupture chez les jeunes générations avec une culture paysanne portée, voici encore peu de temps,

---

1. "Les études rurales sont-elles en crise ?", in *Bulletin de l'ARF*, n° 41-42, Paris, 1988. Voir également R. Hubscher, "A critical assessment of approaches to rural history in France", in M. Bodiguel et P. Lowe dir., *Rural studies in Britain and France*, p. 65-75, Londres, 1990 ; J.-L. Mayaud, *150 ans d'excellence agricole en France. Histoire du Concours général agricole*, Paris, 1991 ; J.-L. Mayaud, "La mobilité spatiale : logique socio-professionnelle et logique capitaliste", in Laurence Fontaine dir., "Les mobilités. Actes du 5e colloque franco-suisse d'histoire économique et sociale", *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n° 2-3-4, 1992, p. 85-99.

2. Pour ne pas parler de l'existence, à l'Université de Paris-X Nanterre, d'un D.E.A. pluridisciplinaire intitulé "Sciences sociales et sociétés rurales".

par la mémoire familiale<sup>1</sup>. Il faudrait évoquer également un blocage chronologique et un essoufflement thématique. 1914 constitue une date butoir rarement franchie comme l'indique la majorité des travaux portant sur le 19e siècle. Peu de recherches abordent le 20e siècle, quasiment abandonné aux économistes, ethnologues et sociologues. Une approche systématique en terme d'histoire globale, le recours à la méthode monographique privilégiant le cadre régional, démarche utile en son temps, justifiée par la variété et la différence des modèles agricoles français, finit par provoquer un effet de saturation en raison du caractère répétitif de recherches localisées ne parvenant plus véritablement à renouveler "l'état de la question". Poursuivre dans cette voie, compte tenu de la densité de l'investissement scientifique et de l'abondance des publications suscitées par l'histoire rurale, situerait toute nouvelle recherche à la marge d'un immense acquis.

A partir de ce constat, il convenait de renouveler les problématiques<sup>2</sup> et de porter un regard différent sur les territoires déjà visités. En ce domaine, la question de l'identité peut constituer la trame d'une nouvelle lecture. Bien entendu, il s'agit d'une thématique très ouverte<sup>3</sup> dans laquelle s'inscrit par exemple l'étude inédite<sup>4</sup> des exploitations agro-industrielles, souvent supérieures à 1.000 hectares. Leurs détenteurs, capitaines d'agriculture ou capitaines d'industrie, ont en commun une conception entrepreneuriale de la production agricole qui fait leur singularité et leur confère une place toute particulière au sein du monde agricole, dans la mesure où leurs pratiques ouvrent la voie à un véritable professionnalisme de l'agriculture.

---

1. Pour autant, la moindre attraction exercée par l'histoire rurale ne doit pas être considérée comme un processus irréversible, dans la mesure où "la fin des paysans", créant un effet de distance à l'objet devenu une curiosité anthropologique, devrait appeler un renouveau d'intérêt à l'égard d'une "civilisation" paysanne et d'une population devenues totalement étrangères au corps social.

2. Déjà, depuis un certain nombre d'années, des pistes avaient été ouvertes : J. Mulliez, "Du blé, mal nécessaire. Réflexion sur les progrès de l'agriculture de 1750 à 1850", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 1, janv.-mars 1979, p. 3-47 ; G. Postel-Vinay, "Pour une apologie du rentier ou : que font les propriétaires fonciers ?", in *Le Mouvement social*, n° 115, avril-juin 1981, p. 27-50 ; R. Hubscher, "La petite exploitation agricole en France : reproduction et compétitivité (fin 19e-début 20e siècles)", in *Annales ESC*, janv.-fév. 1985, p. 3-32 ; R. Hubscher, "Une nouvelle clé de lecture des sociétés rurales : l'exemple du Nord de la France", in G. Garrier et R. Hubscher dir., *Entre faucilles et marteaux. Pluriactivités et stratégies paysannes*, Paris, 1988 ; R. Hubscher, "De l'intégration de la paysannerie dans la société globale : la pluriactivité, un équilibre ou une déstabilisation de la société rurale ?", in *Bollettino bibliografico*, 1985-1986, Naples, Università degli studi di Napoli, 1988, p. 91-117 ; R. Hubscher et G. Postel-Vinay, "Il lavoro a domicilio ; manodopera femminile e pluriattività rurale in Francia all'inizio del XX secolo", in *Annali dell' Istituto "Alcide Cervi"*, n° 11, 1989, Rome, 1990 ; A. Corbin, *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au 19e siècle*, Paris, 1994.

3. Ainsi F. -M. Heinz, *Intérêts agraires et représentation socioprofessionnelle: les organisations des grands propriétaires terriens et la politique au Brésil, 1950-1970*, Mémoire de D.E.A., Paris X- Nanterre, 1993 ; J. Son, *Contribution à l'histoire des élites agricoles en France. Le rôle de la Société nationale des Agriculteurs de France, 1871-1915*, Mémoire de D.E.A., Paris X- Nanterre, 1994.

4. E. Bas, *Analyse d'une très grande exploitation "industrielle", Marolles, 1863-1923 (commune de Genillé, Indre-et-Loire)*. Mémoire de D.E.A., Paris X- Nanterre, 1995.

Question primordiale que celle de la transformation du paysan en agriculteur, autrement dit de la genèse d'un métier. Durant longtemps, l'opinion commune, mais aussi les élites, ont refusé d'assimiler le travail de la terre à une activité professionnelle : "Être paysan, c'est un état, ce n'est pas un métier". Une façon de voir et de dire courante, intériorisée par les intéressés eux-mêmes. On est et on demeure paysan quand on ne peut pas ou parce que l'on ne veut pas faire autre chose. Pour autant, nul n'ignore les mutations dont le monde agricole a été le théâtre sur le plan de l'organisation du travail et de son statut au sein de la population française, entraînant un bouleversement des représentations sociales attachées à la paysannerie. Saisir le travail de construction identitaire et sa dynamique, appréhender la genèse d'une profession est une démarche susceptible d'enrichir les analyses sur le monde des campagnes.

Le syndicalisme agricole, né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, dans la mesure où il propose des objectifs à finalité économique – syndicats-boutique, syndicats d'élevage, coopératives, mutualité, etc. – et tient le discours de la différence en se posant en représentant d'une catégorie sociale déterminée, favorise chez ses adhérents le sentiment d'une communauté de pratiques et d'une solidarité d'intérêts. Incontestablement, le syndicalisme agricole est au fondement du professionnalisme en agriculture. Et c'est dans cette perspective qu'il en est fait une relecture. Toutefois, si se syndiquer favorise l'émergence d'un pôle identitaire autour de la profession<sup>2</sup>, elle ne constitue pas un lien suffisamment solide pour gommer au sein des couches paysannes les oppositions d'intérêts nourries des idéologies de la société globale et qui donnent naissance à d'autres identités. Ainsi en est-il d'un syndicalisme de gauche né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans le prolétariat agricole, reconstruit après la guerre, élargi à de nouvelles couches sociales, en particulier celle des exploitants. Des recherches<sup>3</sup> entreprises depuis quelques années en ce domaine<sup>4</sup> entendent mettre l'accent sur la dynamique des concurrences et des interactions à l'intérieur de la configuration syndicale où chaque organisation se pose en représentant légitime de la paysannerie. Syndicats de gauche, à la clientèle socialement homogène, et

1. On peut estimer que les violences et les "émotions" paysannes du 19<sup>e</sup> siècle ont été régulées par les instances syndicales mises en place peu d'années après le vote de la loi Waldeck-Rousseau de 1884 sur les organisations professionnelles.

2. Le syndicalisme agricole s'est toujours voulu unitaire au nom de l'identité d'une paysannerie fondée sur la spécificité du travail de la terre. Voir : R. Hubscher, Y. Rinaudo, "L'unité en péril", in B. Hervieu et R.-M. Lagrave dir., *Les syndicats agricoles en Europe*, Paris, 1992, p. 93-113 ; R. Hubscher, R.-M. Lagrave, "Unité et pluralité dans le syndicalisme agricole français ? Un faux débat", in *Annales ESC*, janv.-fév. 1993, p. 109-134

3. Elles devraient s'enrichir d'informations recueillies dans les archives nouvelles sur les rapports entre le syndicalisme d'obédience communiste et l'Internationale paysanne.

4. Elles doivent donner lieu prochainement à la publication d'un ouvrage aux éditions de L'Harmattan. Par ailleurs, la question est abordée par E. Lynch, *Le Parti socialiste SFIO et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres. Idéologie politique agricole et sociabilité politique (1914-1940)*, Thèse de doctorat, I.E.P. de Paris, 1988, 3 vol., 1020 p.

syndicalisme chrétien qui gauchit ses positions à la fin des années 1950, se construisent en opposition aux organisations dominantes. Parfois ils s'allient, plus souvent ils s'affrontent, moyen pour chacun de revendiquer sa propre spécificité<sup>1</sup> et d'affirmer son originalité à travers sa propre vision de la profession.

L'innovation technologique doit être considérée comme un autre agent de l'identité professionnelle en favorisant la transformation du paysan bricoleur en agriculteur technicien. On en suit les étapes dans la presse agricole, dans le discours de la JAC comme dans ceux tenus par les diverses instances syndicales et mutualistes lors de leurs congrès. Mais la démarche se veut aussi monographique, compte tenu des disparités régionales et doit par là même s'inscrire dans une chronologie longue qui transcende le clivage 19e-20e siècles. Pour prendre l'exemple de l'Ile-de-France, la diffusion de la mécanisation déjà visible à l'extrême fin du 19e siècle, s'accélère dans l'entre-deux-guerres<sup>2</sup>. Les années 1950-1970 constituent un pic, des années où se transforme radicalement le procès de production agricole et de ce fait le statut des travailleurs de la terre marqué sur le plan institutionnel par la reconnaissance d'intérêts professionnels spécifiques<sup>3</sup>. Une compétence désormais fondée sur une haute technicité et sur la formation professionnelle donne une image moderne du métier d'agriculteur qui rend caduques des représentations sociales largement fondées sur le discrédit.

Paradoxalement, l'histoire rurale, longtemps conçue par les chercheurs comme une histoire totale a ainsi laissé des friches et à même voué à l'abandon le tissu rural non agricole, le monde des artisans et en particulier les artisans-service (maréchaux-ferrants, charrons, cabaretiers etc...) dont le statut au sein de la communauté villageoise est mal cerné. Des catégories qui par leur rôle de médiateurs sont aux frontières de la société globale et de la société rurale et par là même invitent à s'interroger sur leur propre identité. Dans quelle mesure leur pratique professionnelle génère des conduites spécifiques et fortifie la singularité d'un groupe qui, d'un autre côté, en raison de sa forte dépendance du

---

1. Ainsi la Fédération nationale unitaire des Travailleurs de l'agriculture (syndicat d'ouvriers agricoles) et la Confédération générale des Paysans-Travailleurs (syndicat d'exploitants) d'obédience communiste mènent l'un et l'autre, dans les années 1930, des actions parallèles et n'entretiennent guère entre eux de relations étroites.

2. Cette période est traditionnellement présentée comme celle d'un immobilisme agricole et d'une sclérose des campagnes, vision qui mérite d'être sérieusement corrigée.

3. Que l'on songe à la création des Chambres d'agriculture (voir. J. Polak, *Contribution à la connaissance des organisations professionnelles : politique de développement agricole et défense des intérêts ruraux, l'exemple de la Chambre d'agriculture de la Somme, 1949-1979*, Thèse de doctorat, Paris X-Nanterre, 1992), à l'Association départementale pour la formation professionnelle des agriculteurs, au Centre d'études techniques agricoles ou au système de cogestion mis en place en 1971 par Jacques Chirac. La profession en tant que telle devient le partenaire de l'Etat pour définir chaque année la politique agricole, un cas unique de reconnaissance du particularisme d'un secteur d'activité.

milieu agricole peut voir son originalité se dissoudre dans un ensemble social plus large dont plus rien ne le distingue ? Une double analyse qui sous-tend les études consacrées à ces artisans-boutiquiers, intégrant à la fois la dimension relationnelle et structurale<sup>1</sup>.

L'importance de la profession dans la construction de l'identité des agriculteurs confirme la validité d'analyses attentives aux structures et permettent d'en élargir le champ d'application. Tel est le cas des Capacités scientifiques dont le combat pour le professionnalisme connaît une heureuse issue dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, en particulier sur le plan institutionnel<sup>2</sup>. Les vétérinaires sont une parfaite illustration du processus "d'invention"<sup>3</sup> d'un groupe socio-professionnel<sup>4</sup> à la conquête de son autonomie et de son statut signifiant la reconnaissance d'une compétence fondée sur un diplôme, et circonscrite aux seuls individus qui en sont porteurs. Les vétérinaires apprennent leur identité par l'inculcation d'un esprit de corps acquis dans leurs Écoles<sup>5</sup>, par l'allégeance à l'institution, l'adhésion à ses valeurs et à son éthique, par les rituels commémoratifs, comme par l'associationnisme. Surtout, cette identité se forge dans le combat mené contre les empiriques et autres maréchaux-ferrants<sup>6</sup> mais aussi dans une lutte incessante pour faire admettre une légitimité scientifique conçue comme le moyen d'investir le champ des professions de santé. La place éminente conquise par les vétérinaires dans le domaine de l'hygiène, concrétisée en 1881 par la promulgation de la loi sur la police sanitaire des foires, marchés et abattoirs renforce leur position<sup>7</sup>. L'analyse des bulletins des sociétés vétérinaires permet de suivre, au travers des mémoires et rapports qui leur sont adressés, le passage d'un art commun foncièrement empirique à une démarche scientifique fondée sur la méthode expérimentale dans le sillage de Claude Bernard. Non seulement se constitue une science vétérinaire, mais la profession intervient dans les grands débats de l'heure tel

1. C. Pugeault, *Du vin et des cabales. Sociologie historique d'une formation sociale : les débitants de boissons de l'Oise rurale (1850-1914)*, Thèse de doctorat, EHESS, 1993 ; J.-C. Richard, *L'organisation de la maréchalerie française de la crise de la fin du 19<sup>e</sup> siècle à l'entre-deux-guerres*, Mémoire de maîtrise en cours.

2. M.-O. Mailliet, *Genèse et institutionnalisation d'une profession : les vétérinaires au 19<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1993

3. Les analyses de Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, 1982, et de J. Kocka, *Les employés en Allemagne*, Paris, 1989, ne sont pas étrangères à notre démarche.

4. Dans cette même optique, voir le mémoire de maîtrise d'Audrey Gelman, *Naissance d'une élite scientifique : "les Agros"*, Paris X-Nanterre, 1996, 181 p. D'autres études porteront sur les pharmaciens et les dentistes.

5. S. Parisse, *La socialisation des élèves de l'École nationale vétérinaire d'Alfort, 1890-1967*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1994.

6. R. Hubscher, "Pouvoir vétérinaire et paysans : l'exemple de l'Ardèche au 19<sup>e</sup> siècle" in A. Faure, A Plessis et J.-C. Farcy dir., *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994, p. 85-99.

7. *Ibidem*, p. 95.

celui des "contagionistes" contre les "sponténéistes" ; l'adhésion aux thèses pastoriennes est plus rapide et plus massive que dans le milieu médical et elle en retire un prestige indéniable. Bref, affermissement du statut professionnel et affermissement du statut social vont de pair comme en témoigne, concernant les vétérinaires, l'évolution de l'imaginaire collectif<sup>1</sup>.

Le mouvement sportif se prête également à une lecture en terme d'identité<sup>3</sup>. Analyse de clubs<sup>4</sup>, de fédérations<sup>5</sup> ont pour objet de saisir les composantes sociales des pratiquants, des dirigeants et les processus mis en oeuvre pour susciter "l'esprit maison" et fortifier les liens d'appartenance. Rituels, manifestations diverses, sociabilité de l'entre-soi révèlent les mécanismes d'intégration et d'exclusion dont les réseaux d'inter-connaissance sociaux et géographiques sont une pièce essentielle. Intégration et exclusion se fondent bien souvent sur des clivages sociaux et idéologiques<sup>6</sup>, sur l'opposition amateurisme-professionnalisme qui infirme le discours irénique tenu par le mouvement sportif exaltant les valeurs consensuelles dont il serait porteur. C'est autour de ces identités éclatées et concurrentes que des études ont été entreprises<sup>7</sup>.

Campagnes, groupes sociaux, mouvement sportif, autant de domaines qui n'ont plus le statut de "nouveaux territoires" ou de "nouveaux objets" et semblent étrangers les uns aux autres. Pourtant ils peuvent susciter d'autres lectures que celles qui ont déjà été faites. De nouveaux questionnements surgissent si l'on adopte une démarche soucieuse de repérer, derrière la variété des faits sociaux et masquée par elle, des logiques convergentes. Nous en avons donné un exemple à partir des travaux menés par des étudiants et par nous-même. N'est-ce pas un moyen d'ordonner une histoire sociale "en miettes" ?

1. H. Firquet, *Les représentations littéraires des vétérinaires de campagne, 1762-1938*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1995.

2. R. Hubscher dir. , *L'histoire en mouvements. Le sport dans la société française ( 19e-20 siècles)*, Paris, 1992.

3. "Identifier le sport, c'est adopter un système de classement construit en opposition à d'autres types d'activités, en particulier la gymnastique, d'essence différente", *Ibidem*, p. 11.

4. Par exemple S. de Secco, *Le Racing Club de France*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1991 ; S. Simon, *La société nautique de la Marne, 1876-1960*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1995 ; B. Prêtet, *Le Stade français des origines à 1939*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1996.

5. P. Planquais, *La création de la Fédération française de tennis de table et le développement du ping-pong en France, 1927-1939*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1991.

6. "Clivage social lorsqu'à la gymnastique, rapidement devenue populaire, collective, disciplinée, s'oppose un sport s'inspirant de la philosophie libérale fondée sur l'individualisme, très largement réservé aux catégories aisées de la population et marquant la connivence entre pratiques sociales et pratiques sportives. Clivage idéologique quand s'affrontent un sport républicain et un sport catholique confrontés ensuite à la naissance d'un sport socialiste", R. Hubscher, *L'histoire en mouvements...*, *op. cit.*, p. 16. Bien mieux, l'étude en cours menée par Fabrice Auger, dans le cadre d'une thèse de doctorat, sur le Comité olympique international montre qu'un certain nombre de ses membres affichent leur sympathie pour les régimes fascistes.

7. Par exemple : H. Cadoil, *Hébertistes et Suédistes dans le champ des activités physiques et sportives, 1945-1972*, Mémoire de D.E.A., Paris X-Nanterre, 1995.